



Etablissement Français du Sang Bretagne

Rue Pierre-Jean Gineste – CS 41146 – 35011 Rennes cedex

**FOURNITURE ET LIVRAISON D'ÉTIQUETTES ADHESIVES POUR LES ACTIVITÉS DE
PRODUCTION DE REACTIFS DE L'EFS BRETAGNE**

**Marché public de fournitures
Procédure adaptée**

(Articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-7 du code de la commande publique)

ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CHARGES

Référence de la consultation / TBA : EFSBRET882

SOMMAIRE

PARTIE 1 - CLAUSES DE PRESENTATION GENERALE ET TECHNIQUES	4
1.1. Préambule / Description de l'EFS	4
1.2. Exigences réglementaires	8
1.3. Description des fournitures	8
1.4. Assurance qualité	18
1.5. Plan de continuité d'activité (PCA)	19
1.6. Délais / Planning d'exécution	19
PARTIE 2 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	20
2.1. Objet du marché public	20
2.2. Procédure de passation	20
2.3. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fournitures complémentaires	20
2.4. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires	20
2.5. Allotissement	20
2.6. Forme du marché public	20
2.7. Estimation du marché public	20
2.8. Durée du marché public	21
2.9. Langue d'exécution du marché public	21
2.10. Pièces constitutives du marché public	21
2.11. Exécution du marché public	22
2.12. Pénalités	25
2.13. Modifications du marché public	26
2.14. Défaillance du Titulaire	28
2.15. Règlement financier du marché	28
2.16. Confidentialité	32
2.17. Responsabilité - Assurances	33
2.18. Résiliation du marché public (articles L.2195-1 et suivants du code de la commande publique)	34
2.19. Exécution aux frais et risques	35
2.20. Litiges	35
2.21. Obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale	35

PARTIE 3 - ACTE D'ENGAGEMENT (PARTIE A COMPLETER PAR LE CANDIDAT) 36

3.1. Cet acte d'engagement correspond : 36

3.2. Engagement du soumissionnaire ou du groupement d'opérateurs économiques 36

3.3. Signature du marché public par le soumissionnaire, candidat individuel, ou, en cas groupement d'opérateurs économiques, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement 38

3.4. Identification du (des) pouvoirs adjudicateurs 40

PARTIE 4 - DECISION DU (DES) POUVOIR(S) ADJUDICATEUR(S) (PARTIE A COMPLETER PAR L'EFS) 42

PARTIE 1 - CLAUSES DE PRESENTATION GENERALE ET TECHNIQUES

Les prestations attendues dans le cadre du présent marché public sont décrites dans les paragraphes suivants.

1.1. Préambule / Description de l'EFS

Sous tutelle du Ministère des affaires sociales et de la santé, l'Etablissement Français du Sang est un établissement public de l'Etat créé le 1er janvier 2000. Opérateur civil unique de la transfusion sanguine en France, l'EFS veille à la satisfaction des besoins en matière de produits sanguins labiles dans le respect des principes éthiques du don de sang. L'EFS est chargé de promouvoir le don du sang, les conditions de sa bonne utilisation et de veiller au strict respect des principes éthiques par l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : un don de sang volontaire, bénévole, et anonyme et l'absence de profit.

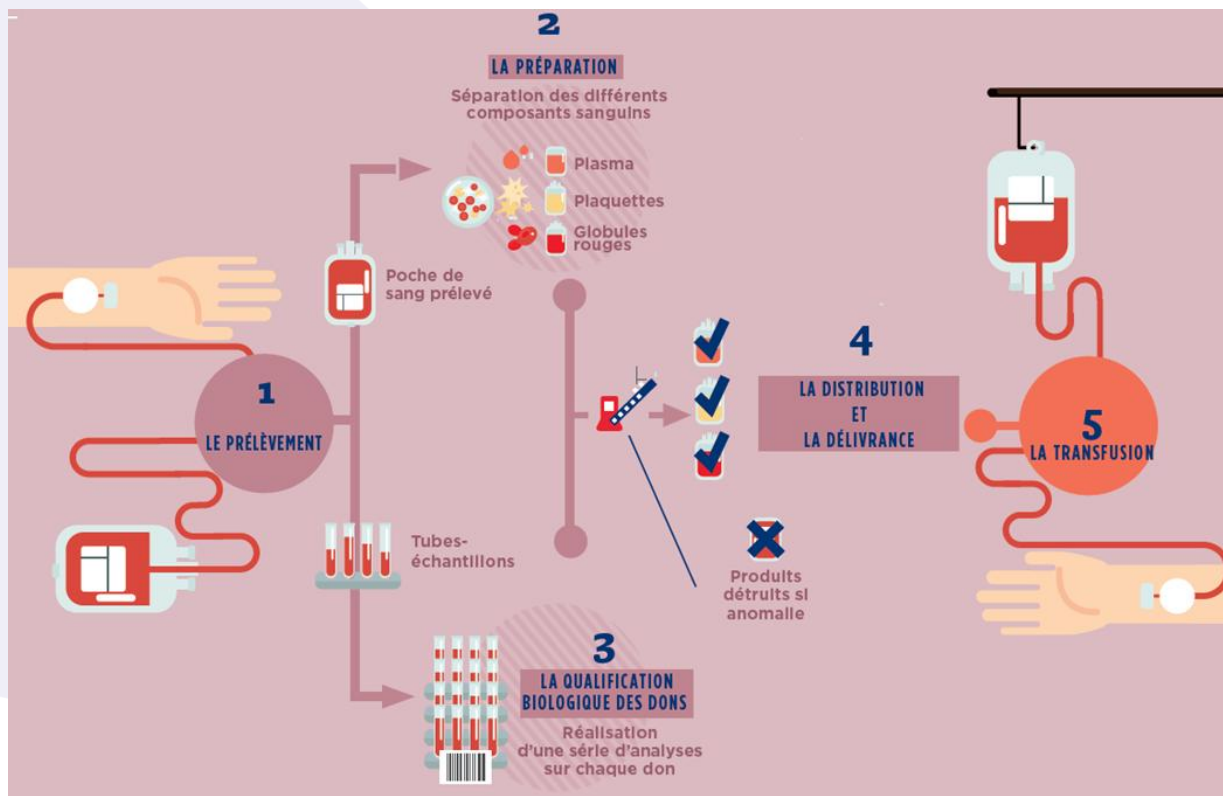
L'EFS participe à soigner 1 million de patients chaque année en approvisionnant 1 500 établissements de santé publics et privés en produits sanguins labiles (PSL) issus de ces dons de sang éthiques.

Afin d'assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l'EFS adapte en permanence l'activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l'ensemble du territoire.

L'EFS assure la gestion du service public transfusionnel et ses activités annexes.

1.1.1. Les missions principales de l'EFS

Afin de mener à bien sa mission de service public, l'EFS bénéficie d'un monopole pour les activités de collecte du sang, de qualification biologique du don, de préparation, et de distribution des produits sanguins labiles aux établissements de soins privés et publics. Il organise ces activités ainsi que l'activité de délivrance et effectue le contrôle de qualité des produits sanguins.



Parcours d'une poche de sang

1. Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 127 sites fixes de prélèvement en France ainsi que dans le cadre de 40 000 collectes mobiles organisées chaque année. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

2. La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 17 plateaux de préparation.

3. Le contrôle qualité

Le contrôle qualité permet de vérifier la conformité des produits préparés par rapport à des références de caractéristiques réglementaires ou des spécifications préétablies.

4. La qualification des dons

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

5. La distribution et la délivrance

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

1.1.2. Les autres missions de l'EFS

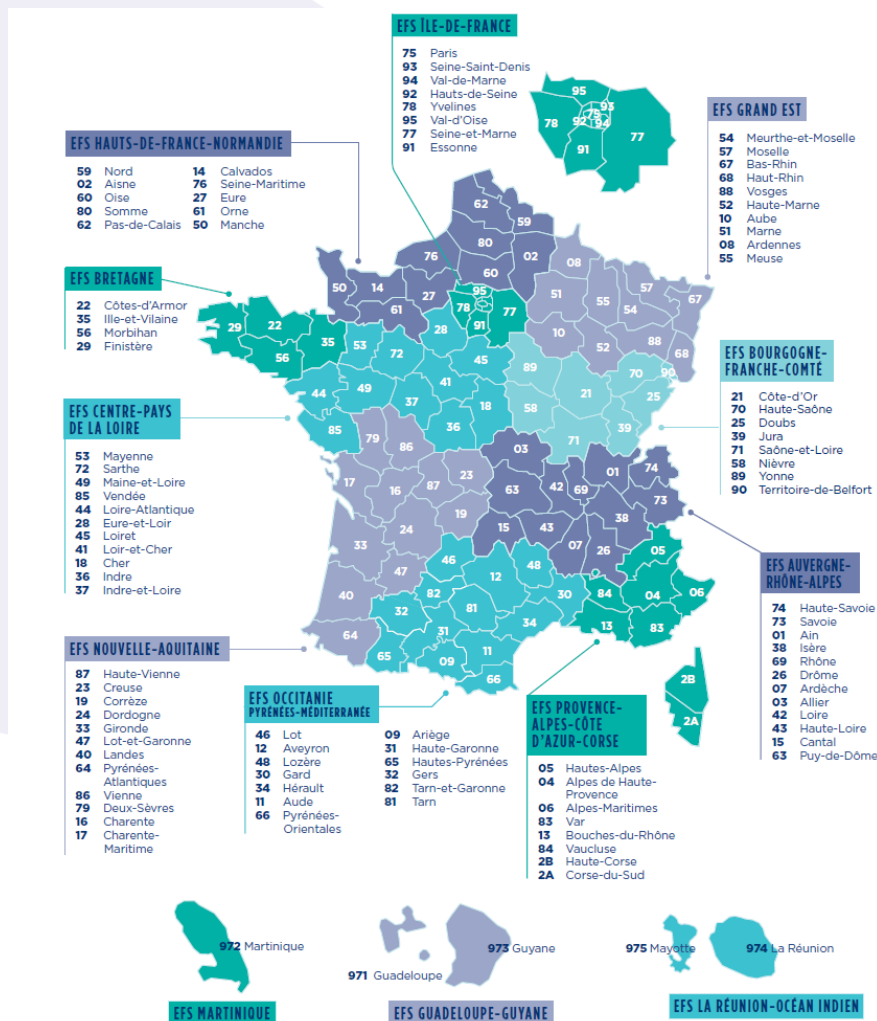
L'EFS a vocation à développer toute activité liée à la transfusion sanguine. Il peut à ce titre être autorisé à fabriquer, importer et exploiter des médicaments dérivés du sang.

L'Etablissement français du sang peut, en outre, à titre accessoire, être autorisé à exercer d'autres activités de santé dont des activités de soins et de laboratoire de biologie médicale. A ce titre l'EFS effectue des examens d'immunohématologie "receveur" afin de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

L'EFS assure également l'approvisionnement en plasma du Laboratoire Français de Fractionnement et des Biotechnologies (LFB) en vue de la fabrication de produits stables. A côté de ces activités de transfusion sanguine, l'EFS s'implique également dans d'autres activités comme l'ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

1.1.3. L'organisation de l'EFS Bretagne

L'EFS est composé de 13 établissements de transfusion sanguine, sans personnalité morale répartis sur l'ensemble du territoire français.



Le présent marché public est passé pour les besoins de l'établissement de transfusion sanguine de la région Bretagne.

L'EFS Bretagne est l'un des 13 établissements de transfusion sanguine (ETS) existant actuellement en France, et créé avec l'EFS le 1er janvier 2000.

Pour mener à bien ses nombreuses activités (Médecine Transfusionnelle, Ingénierie Cellulaire, Biologie Médicale, Recherche ...), l'EFS Bretagne s'appuie sur un système formalisé de management et d'organisation certifié ISO 9001 en 2005 et Qualité Santé Sécurité au travail et Environnement (ISO 14001 et OHSAS 18001) depuis 2012.

Organisation et présence sur le territoire :

1 siège régional à Rennes

6 sites de transfusion : Brest, Lorient, Quimper, St-Brieuc, Vannes et Rennes

1 plateau technique à Rennes : préparations des PSL

2 laboratoires de production de réactifs à Brest et Rennes

Activité annuelle de prélèvements (données 2024) :

- 136 800 dons de sang

- 39 950 dons de plasma

Partenaires :

- 1 500 collectes dans 310 communes en Bretagne : en communes, en entreprises, dans les administrations, en milieu scolaire, militaires...
- 165 associations de donneurs bénévoles
- 100 000 donneurs actifs (au moins un don effectué dans l'année) dans le fichier
- 197 000 candidatures au don
- 70 établissements de santé desservis en produits sanguins labiles

Effectif total au 31/12/2023 : 470 salariés.

1.2. Exigences réglementaires

Pendant toute la durée du marché, les produits demandés doivent être conformes aux normes législatives et réglementaires en vigueur sur les marchés français et européens.

Le titulaire doit respecter l'ensemble de la réglementation applicable à l'objet du présent marché public.

En cas d'apparition d'une nouvelle norme, celle-ci s'applique aux produits livrés à partir de sa date d'entrée en vigueur.

1.3. Description des fournitures

Le Titulaire devra fournir des étiquettes pour les services EFS REACTIFS de l'EFS Bretagne.

Les deux services sont situés aux adresses suivantes et la livraison devra s'effectuer sur ces sites :

- EFS REACTIFS de Rennes : Rue Pierre-Jean Gineste CS 41146 35011 Rennes cedex
Horaires : 8h45 – 12h
- EFS REACTIFS de Brest : 46 rue Felix Le Dantec 29000 Brest
Horaires : 9h – 12h

Les différentes étiquettes à fournir selon le service concerné sont définies ci-dessous.

1.3.1. Etiquettes du service REACTIFS de Rennes

1.3.1.1. Etiquettes 30 X 25 MM pour microtubes

Ces étiquettes sont destinées à être collées par le technicien sur des tubes en polypropylène de 1,8 ml.

Elles ont les caractéristiques suivantes :

- Rectangle de 30 (L) x 25 (H) mm à angles arrondis (rayon 2.0 mm)
- Présence du logo « EFS »
- Film adhésif synthétique blanc – adhésif : congélation
- Protecteur : glassine blanche générique
- Fond de couleur selon document BRE/REN/UPR/PUL/FAB/FI/059

Leurs références sont les suivantes :

- Bleu : HLA-A
- Vert : HLA-B/C
- Gris : DP
- Rose DR tube 2
- Rouge : DR tube 1
- Blanc : Logo
- Jaune : DP

Ces dernières sont destinées à la congélation. Elles doivent donc être résistantes aux températures de conservation comprises entre -30°C et +40°C et adhérer de façon permanente à ces températures et à des degrés d'hygrométrie variable.

La qualité de la colle d'adhésion et de l'encre d'impression doit être résistante plusieurs mois pour un stockage dans un lieu non climatisé (1 commande annuelle).

Il doit être possible d'écrire au feutre sur les étiquettes.

Ces dernières doivent comporter conformément au BAT le logo de l'EFS ainsi que des traits comme indiqués sur ce dernier.

Les étiquettes se présentent par rouleau de 500 étiquettes.

1.3.1.2. Etiquettes 70 X 45 MM pour coffrets « commercialisés »

Ces étiquettes sont destinées à être collées par le technicien sur des coffrets de réactifs donc sur supports cartonnés.

Elles ont les caractéristiques suivantes :

- Rectangle de 70 (L) x 45 (H) mm à angles arrondis (rayon 2.0 mm)
- Film adhésif synthétique blanc - adhésif : congélation
- Protecteur : glassine blanche générique
- Fond de couleur selon document BRE/REN/UPR/PUL/FAB/FI/059

Leur référence est la suivante :

- DX70X4512

Ces dernières sont destinées à la congélation. Elles doivent donc être résistantes aux températures de conservation comprises entre -30°C et +40°C et adhérer de façon permanente à ces températures et à des degrés d'hygrométrie variable.

La qualité de la colle d'adhésion et de l'encre d'impression doit être résistante plusieurs mois pour un stockage dans un lieu non climatisé (1 commande annuelle).

Il doit être possible d'écrire au feutre sur les étiquettes.

Ces dernières doivent comporter conformément au BAT le logo de l'EFS ainsi que des traits comme indiqués sur ce dernier.

Les étiquettes se présentent par rouleau de 500 étiquettes.

1.3.1.3. Etiquettes 70 X 45 MM pour principalement le conditionnement des cassettes PK

Ces étiquettes sont destinées à être collées par le technicien sur des cassettes PK en PEHD, flacons en verre, flacons et flacons en PET.

Elles ont les caractéristiques suivantes :

- Forme : rectangle de 45 (L) x 70 (H) mm à angles arrondis (rayon 2.0 mm)
- Présentation : bobine(s) de 1000 étiquettes par 1 de front (pose automatique)
- Support : film adhésif -
- PE 85 BLANC - épaisseur : 86 µm - Adhésif : Permanent
- Protecteur : Glassine Blanche AS sans impression

Leur référence est la suivante :

- PF-26124

Ces dernières sont destinées à la congélation et en chambre froide positive. Elles doivent donc être résistantes aux températures de conservation comprises entre -30°C et +40°C et adhérer de façon permanente à ces températures et à des degrés d'hygrométrie variable.

La qualité de la colle d'adhésion et de l'encre d'impression doit être résistante plusieurs mois pour un stockage dans un lieu non climatisé (1 commande annuelle).

Il doit être possible d'écrire au feutre sur les étiquettes.

1.3.1.4. Etiquettes 30 X 68,5 MM pour principalement le conditionnement de solutions vracs

Ces étiquettes sont destinées à être collées par le technicien sur des solutions vracs donc sur supports cartonnés, flacons en verre, flacons en PEHD et flacons en PET.

Elles ont les caractéristiques suivantes :

- Forme : rectangle de 30 (L) x 68.5 (H) mm à angles arrondis (rayon 2.0 mm)
- Présentation : bobine(s) de 1000 étiquettes par 1 de front (pose automatique)
- Support : film adhésif -
- PE 85 BLANC - épaisseur : 86 µm - Adhésif : Permanent
- Protecteur : Glassine Blanche AS sans impression

Leur référence est la suivante :

- PF-15503

Ces dernières sont destinées à la congélation. Elles doivent donc être résistantes aux températures de conservation comprises entre -30°C et +40°C et adhérer de façon permanente à ces températures et à des degrés d'hygrométrie variable.

La qualité de la colle d'adhésion et de l'encre d'impression doit être résistante plusieurs mois pour un stockage dans un lieu non climatisé (1 commande annuelle).

Il doit être possible d'écrire au feutre sur les étiquettes.

Les étiquettes se présentent par rouleau de 1000 étiquettes.

1.3.1.5. Etiquettes 100 X 70 MM pour containers de matières premières, réactifs en vrac etc ...

Ces étiquettes sont destinées à être collées par le technicien sur des containers donc sur flacons PET, PE, PEHD, cartons.

Elles ont les caractéristiques suivantes :

- Forme : rectangle de 100 (L) x 70 (H) mm à angles arrondis (rayon 2.0 mm)
- Présentation : bobine(s) de 1000 étiquettes par 1 de front (pose automatique)
- Support : film adhésif -
- PE 85 BLANC - épaisseur : 86 µm - Adhésif : Permanent
- Protecteur : Glassine Blanche AS sans impression

Leur référence est la suivante :

- PF-11240

Ces dernières sont destinées à la congélation et au bain marie. Elles doivent donc être résistantes aux températures de conservation comprises entre -30°C et +40°C et adhérer de façon permanente à ces températures et à des degrés d'hygrométrie variable.

La qualité de la colle d'adhésion et de l'encre d'impression doit être résistante plusieurs mois pour un stockage dans un lieu non climatisé (1 commande annuelle).

Il doit être possible d'écrire au feutre sur les étiquettes.

Les étiquettes se présentent par rouleau de 1000 étiquettes.

1.3.1.6. Etiquettes 100 X 70 MM pour coffrets réactifs anticorps monoclonaux, matières premières

Ces étiquettes sont destinées à être collées par le technicien sur des coffrets en carton principalement.

Elles ont les caractéristiques suivantes :

- Forme : rectangle de 100 (L) x 70 (H) mm à angles arrondis (rayon 5.0 mm)
- Présentation : bobine(s) de 500 étiquettes par 1 de front (pose automatique)
- Support : film adhésif -
- PE BLANC - Adhésif : Permanent
- Protecteur : Glassine Blanche
- 2 couleurs NUM + vernis repiquage au recto

Leur référence est la suivante :

- PF 25124 XG 100*70 - LOGO EFS

Ces dernières sont destinées à la congélation et au bain marie. Elles doivent donc être résistantes aux températures de conservation comprises entre -30°C et +40°C et adhérer de façon permanente à ces températures et à des degrés d'hygrométrie variable.



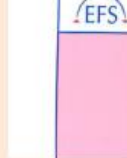
La qualité de la colle d'adhésion et de l'encre d'impression doit être résistante plusieurs mois pour un stockage dans un lieu non climatisé (1 commande annuelle).

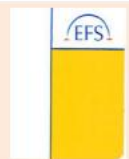


Il doit être possible d'écrire au feutre sur les étiquettes.


Les étiquettes se présentent par rouleau de 1000 étiquettes.

Exemples des étiquettes définies ci-avant pour le service de Rennes :

Étiquettes définies à l'article 1.3.1.1 ci-dessus

Pantone Matching System	Exemplaire vierge
- PMS 360 - Reflex Blue - PMS 485	
- PMS 032 - Reflex Blue - PMS 485	
- PMS 182 - Reflex Blue - PMS 485	

Pantone Matching System	Exemplaire vierge
- PMS 1225 - Reflex Blue - PMS 485	
- PMS 420 - Reflex Blue - PMS 485	
- Reflex Blue - PMS 485	

Pantone Matching System	Exemplaire vierge
- Reflex Blue - PMS 485	

= Kit Etiquette 70x45mm (article 1.3.1.2 ci-dessus).

1.3.2. Etiquettes du service REACTIFS de Brest

Rappel : Les étiquettes demandées sont associées à des DMDIV. De ce fait, ces DMDIV possèdent un marquage CE spécifique et les fournitures prévues dans le présent marché engagent la responsabilité de l'EFS en tant que fabricant de réactif. Ceci induit que tout écart dans la fabrication des fournitures prévues dans le présent marché peut conduire, dans le cas le plus extrême, au retrait de l'habilitation à fabriquer des réactifs de laboratoire.

Les fournitures réalisées par le titulaire pour les réactifs de virologie moléculaire prévues dans le présent marché, doivent pouvoir être exposées, après utilisation, dans des enceintes réfrigérées à température inférieure ou égale à -20°C avec potentiellement une humidité relative de 100%.

Dans ces conditions, les fournitures ne doivent pas se dégrader. Lors de la sortie de chambre froide des produits conditionnés en boîte carton, la condensation de la vapeur d'eau contenue dans l'air des laboratoires ne doit pas endommager ni les éléments pré imprimés et imprimés, ni l'adhérence des étiquettes.

De plus les étiquettes de virologie moléculaire doivent supporter, sans dégradation, les variations de températures suite à décongélation au bain-marie des produits (à +37°C pendant au moins 30 minutes).

Aucune impression ni fabrication ne pourront être déclenchées par le titulaire sans l'obtention préalable du BAT ou la validation du prototype daté et signé par le Responsable d'Activité UPR – BREST.

1.3.2.1. Qualité du papier

Le papier utilisé est un papier blanc couché super calandré mat, avec adhésif renforcé, présenté sur glassine, pouvant, en plus d'un collage à plat (sur boîtes cartonnées), épouser les courbes des récipients sur lesquels il sera collé (tube polypropylène diamètre 13mm).

La marque de papier n'est pas imposée. Le support utilisé doit permettre une bonne qualité d'impression et la tenue des informations sans effacement et sans dégradation de l'étiquette.

Le format des étiquettes est de type rectangulaire à angles arrondis (rayon de 2 mm).

En cas de changement du papier utilisé, le Titulaire doit en informer au moins 4 mois avant le changement sur les étiquettes utilisées par l'EFS Réactifs. Le titulaire transmettra des échantillons au service afin que ces nouvelles étiquettes puissent être testées afin de s'assurer que la qualité est au moins équivalente aux étiquettes actuelles. Le changement ne pourra intervenir avant validation par l'EFS des échantillons transmis.

Tout problème rencontré avec les nouvelles étiquettes devra faire l'objet d'un correctif par le Titulaire afin de conserver une qualité de fourniture au moins équivalente aux fournitures actuelles.

1.3.2.2. Qualité de la colle

Les étiquettes sont destinées à la congélation et au bain-marie. Elles doivent donc être résistantes aux températures de conservation comprises entre -30°C et +40°C et adhérer de façon permanente à ces températures et à des degrés d'hygrométrie variable (20-100%).

La qualité de la colle d'adhésion et de l'encre d'impression doit être résistante plusieurs mois pour un stockage dans un lieu non climatisé.

La colle doit permettre une adhésion parfaite aux supports utilisés. Ces derniers sont : Papier, carton, carton vernis, verre, polychlorure de vinyle (PVC), polyéthylène (PE), polyéthylène téréphtalate (PET) et polypropylène (PP).

1.3.2.3. Qualité de l'impression

L'accroche du repiquage sur les bandeaux de couleur prévus doit être adaptée aux étiqueteuses utilisées à l'UPR de Brest :

- Opendate IQ² couplée à l'étiqueteuse Herma
- Toshiba BEX4T-1

Le procédé d'impression utilisé à Brest est le transfert thermique cire-résine, avec une qualité d'impression de 300 dpi minimum.

Ce même procédé d'impression et cette résolution minimale sont également souhaités pour les mentions fixes des étiquettes fournies.

L'impression numérique laser n'est pas conseillée.

Les logos utilisés correspondent à la norme NF EN ISO 15223-1.

1.3.2.4. Spécification des rouleaux d'étiquettes

Le rouleau d'étiquettes doit être complet, il ne doit manquer aucune étiquette, le pas vertical doit être constant et précisé par le titulaire. De même, les alignements verticaux et horizontaux des étiquettes doivent être parfaits à ± 1 mm.

Le sens d'enroulement revêt une importance particulière dans le cadre de l'impression secondaire (transfert thermique cire-résine), qui sera réalisée par l'EFS Réactifs de BREST, notamment du code barre identifiant les produits. Pour obtenir de bons résultats d'impression du code barre, il est nécessaire que celui-ci soit imprimé en continu, c'est-à-dire que toutes les barres noires soient imprimées en même temps soit de haut en bas ou de bas en haut de ce code barre :



En conséquence, les alignements verticaux et horizontaux doivent strictement être respectés.

Le sens d'enroulement est un sens d'enroulement extérieur, pied en avant.

Les étiquettes sont conditionnées en rouleaux dont le diamètre intérieur du mandrin est de 40 mm et le diamètre hors tout du rouleau d'un maximum de 160 mm pour les étiquettes boîtes et 280 mm pour les étiquettes tubes. La largeur maximale de la bande supportant les étiquettes est au maximum de la taille de l'étiquette + 2 mm maximum de chaque côté de l'étiquette.

Les étiquettes se présentent par rouleau de **1000 étiquettes minimum** pour les étiquettes tubes et **500 étiquettes minimum** pour les étiquettes boîtes et kitcard.

L'ensemble des prestations doit prendre en compte les frais afférents à la prépresse.

Le titulaire devra notamment réaliser :

- Les documents de contrôle nécessaire (épreuve) pour l'obtention du BAT final ;
- L'impression et le façonnage des étiquettes après obtention du BAT signé par le Responsable d'Activité UPR – BREST et réception du bon de commande ;
- La livraison (franco de port) sur le site de Brest.

Spécifications des étiquettes

Qualité papier : Papier blanc couché super calandré mat

Adhésif renforcé sur glassine

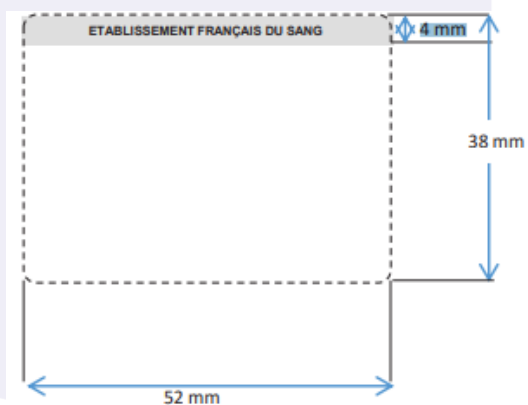
Compatible pour ruban de transfert cire/résine

Sens d'enroulement : extérieur, pied en avant

Diamètre intérieur mandrin : 40mm
 Pas vertical constant à préciser (1-3mm)
 Alignement vertical et horizontal ± 1 mm

Étiquettes tubes : 52 x 38 mm (arrondi de 2mm)

Conditionnement minimal du rouleau : **1000 étiquettes**



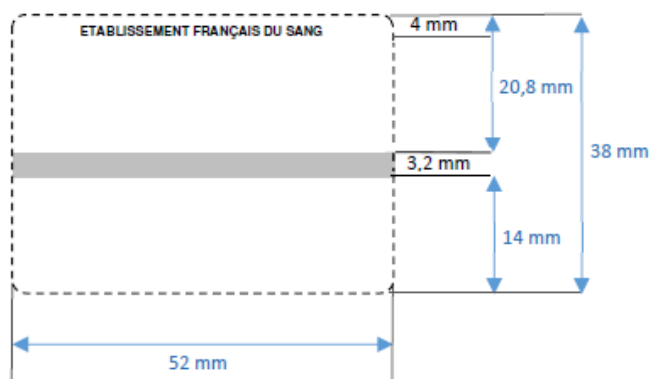
Couleur fixe noir

En gris : Bande de couleur de 4 mm de hauteur

Cf. couleurs pantone dans tableau ci dessous

Étiquettes tube petit bandeau central : 52 x 38 mm (arrondi de 2mm)

Conditionnement minimal du rouleau : **1000 étiquettes**



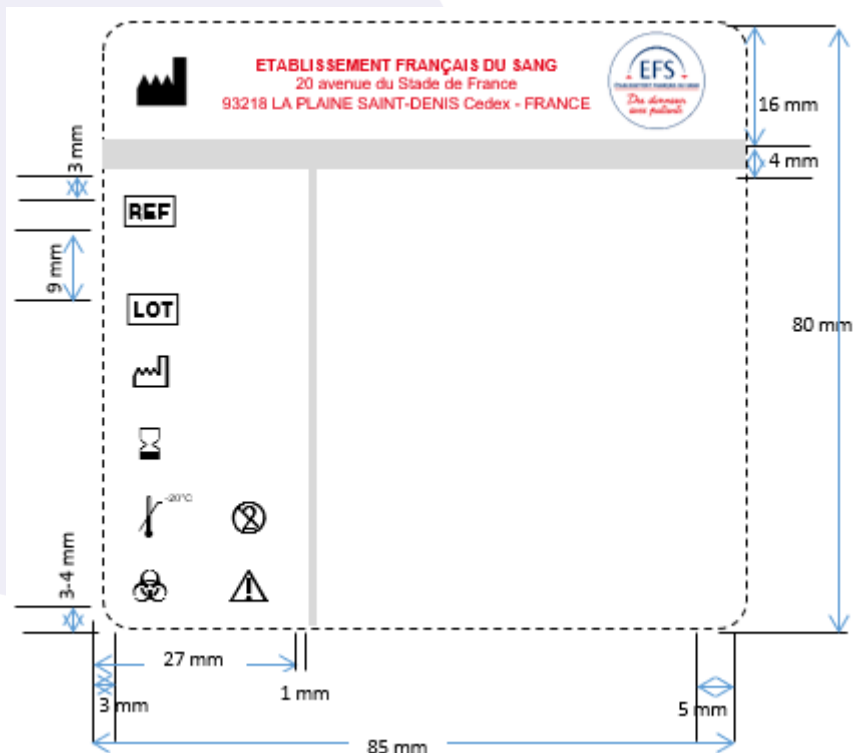
Couleur fixe noir

En gris : Bande de couleur de 3,2mm de hauteur

Cf. couleurs pantone dans tableau ci dessous

Étiquettes boîtes : 80 x 85 mm (arrondi de 2 mm)

Conditionnement minimal du rouleau : **500 étiquettes**



En gris : **bandeau et trait de couleur**

Cf. couleurs pantone dans tableau ci-dessous

Mentions à imprimer

Logos selon norme **ISO CEI 15223-1:2021** + **logo EFS arrondi en couleur**

- **Adresse fabricant** : Rouge Pantone P485C

- **Taille logo fabricant** : 7mm min / 8mm max

- **Taille des autres logos ISO** : 5mm max (de haut)

- **Couleurs du logo EFS** :

Bleu Pantone P281C

Rouge Pantone P485C

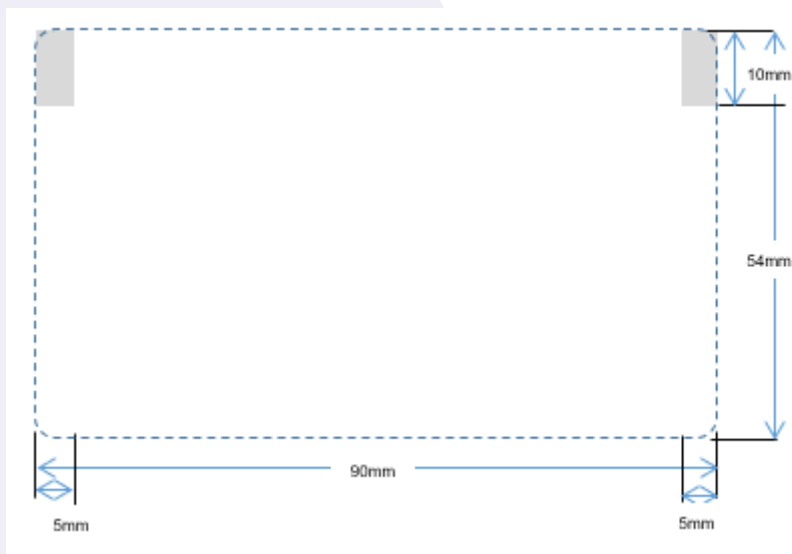
- **Taille logo EFS** :

1,2cm min / 1,3cm max

- Disposition des logos EFS + fabricant : au moins à 5 mm de bord
- Les autres logos sont à 3 mm du bord
- Alignement Horizontal des logos « risque biologique » et « attention »
- Alignement horizontal des logos « température -20°C » et « Ne pas réutiliser »
- Alignement vertical des logos – avec répartition uniforme des logos entre le logo « lot » et le logo « risque biologique »
- Alignement vertical des logos « Attention » et « Ne pas réutiliser »

Etiquettes kit card : 90 x 54 mm (arrondi de 2 mm)

Conditionnement minimal du rouleau : **500 étiquettes**



En gris : **bandeaux de couleur**
10 mm de haut / 5 mm de large
Cf. couleurs pantone dans tableau ci-dessous

Tableau des couleurs Pantone et références fournisseur

Marqueur	Bandeau de couleur	PANTONE	Références fournisseur			
			Etiquettes tubes 52 x 38 mm	Etiquettes bandeau central 52 x 38 mm	Etiquettes kit card 90 x 54 mm	Etiquettes boîtes 80 x 85 mm
HCV		YellowC	PF 36478	PF 37665	PF 36466	PF 36472
HIV		Red 032C	PF 36479	PF 37666	PF 36467	PF 36473
HBV		GreenC	PF 36480	PF 37667	PF 36468	PF 36474
HEV		P2915C	PF 36481	PF 37668	PF 36469	PF 36475
HAV		P4645C	PF 37682	Ref à créer	PF 33369	PF 33355
B19L		P679C	PF 33280	Ref à créer	PF 33370	PF 33356
B19M		P2645C	PF 37683	Ref à créer	PF 33371	PF 33357
HIV-2		P1485C	Ref à créer	Ref à créer	Ref à créer	Ref à créer
DENV		P351C	PF 36484	PF 37669	PF 33372	PF 33358
WNV1		P674C	PF 37684	Ref à créer	PF 33373	PF 33359
WNV2		P3252C	PF 34534	Ref à créer	Ref à créer	Ref à créer
CHIKV		P585C	PF 34532	Ref à créer	PF 36470	PF 36476
ZIKV		P576C	PF 34533	PF 37670	PF 36471	PF 36477
Diluant négatif		P428C	Ref à créer		Ref à créer	Ref à créer

Etiquette vierge			PF34535			
------------------	--	--	---------	--	--	--

Estimation des besoins annuels (non engageant)

Marqueur	Bandeau de couleur	PANTONE	Besoin annuel +/-10%			
			Etiquettes tubes 52 x 38 mm	Etiquettes bandeau central 52 x 38 mm	Etiquettes kit card 90 x 54 mm	Etiquettes boîtes 80 x 85 mm
HCV		YellowC	30 000	1 000	1 000	1 000
HIV		Red 032C	30 000	1 000	1 000	1 000
HBV		GreenC	30 000	1 000	1 000	1 000
HEV		P2915C	30 000	1 000	1 000	1 000
HAV		P4645C	6 000	1 000	1 000	1 000
B19L		P679C	<i>Besoin ponctuel</i>	<i>Besoin ponctuel</i>	1 000	<i>Besoin ponctuel</i>
B19M		P2645C	6 000	1 000	1 000	1 000
HIV-2		P1485C	<i>Besoin ponctuel</i>	<i>Besoin ponctuel</i>	<i>Besoin ponctuel</i>	<i>Besoin ponctuel</i>
DENV		P351C	4 000	1 000	1 000	<i>Besoin ponctuel</i>
WNV1		P674C	4 000	1 000	1 000	<i>Besoin ponctuel</i>
WNV2		P3252C	<i>Besoin ponctuel</i>	1 000	<i>Besoin ponctuel</i>	<i>Besoin ponctuel</i>
CHIKV		P585C	4 000	1 000	<i>Besoin ponctuel</i>	<i>Besoin ponctuel</i>
ZIKV		P576C	4 000	1 000	<i>Besoin ponctuel</i>	<i>Besoin ponctuel</i>
Diluant négatif		P428C	10 000		<i>Besoin ponctuel</i>	<i>Besoin ponctuel</i>
Etiquette vierge			5 000			

1.4. Assurance qualité

Dans le souci d'une amélioration constante des performances de ses processus, le RPA met en place un système d'évaluation et de suivi des prestations de service basé sur l'analyse d'indicateurs de qualité.

Parallèlement, le Titulaire accepte la réalisation d'audits de son processus d'approvisionnement, fabrication, contrôle qualité et livraison par la Personne publique.

Le Titulaire s'engage à maintenir la certification ISO 13485.

Le titulaire accepte la réalisation d'audits de son processus par l'EFS et s'engage à :

- Maîtriser les différents maillons de la chaîne de production et de distribution afin de produire des fournitures de qualité ;
- Tenir l'EFS informé des démarches engagées en matière d'assurance de la qualité et lui faire parvenir tous les documents s'y rapportant ;
- Tenir l'EFS informé des démarches engagées ou envisagées en matière de certification et à lui faire parvenir les documents s'y rapportant ;
- Notifier l'EFS de tout changement apporté dans le procédé de fabrication des étiquettes. L'EFS décidera de l'importance de l'impact de ce changement sur la qualité de ses produits.
- Actualiser et transmettre à l'EFS les documents et informations relatifs aux fournitures.
- La non-conformité d'une fourniture, découverte à l'occasion de sa réception, avant utilisation, entraîne son rejet automatique après constat contradictoire des parties. Le titulaire est responsable de l'ensemble des conséquences induites par la non-conformité avérée d'une fourniture.
- La non-conformité d'une fourniture, découverte à l'occasion de son utilisation, notamment consécutive à la baisse des performances, entraîne son rejet automatique après constat contradictoire des parties. Le titulaire est responsable de l'ensemble des conséquences induites par la non-conformité avérée d'une fourniture.
- En cas de rejet de fournitures, le titulaire procède à une nouvelle livraison pour une quantité équivalente à la commande ou à la partie des fournitures rejetées, dans un délai qui lui sera indiqué dans la lettre de rejet. Les frais de manutention et de transport entraînés par le rejet des fournitures sont supportés par le titulaire.

1.5. Plan de continuité d'activité (PCA)

En tant que fournisseur de produits jugés « critiques » dans le Système de management de la qualité de l'EFS, le Titulaire fournit dans son offre son plan de continuité d'activité, assure que ce plan de continuité intègre les activités critiques qu'il sous-traite, et remplit obligatoirement la grille annexée à l'Acte d'engagement intitulée « cadre de réponse PCA ».

En cas de crise, le Titulaire informe le laboratoire ainsi que le service Achats de l'EFS. Leurs coordonnées seront transmises à la notification du marché.

1.6. Délais / Planning d'exécution

Le titulaire doit respecter un délai maximum de livraison de 6 semaines. Il a renseigné également un délai d'urgence dans le BPU (15 jours calendaires maximum).

PARTIE 2 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

2.1. Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet la fourniture d'étiquettes pour les services REACTIFS de l'EFS Bretagne dont les spécifications techniques sont présentées ci-dessus.

2.2. Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon la procédure adaptée définie par les articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-7 du code de la commande publique.

2.3. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fournitures complémentaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fourniture complémentaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-4 du code de la commande publique.

2.4. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

2.5. Allotissement

Le marché public n'est pas alloti car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes. En effet, il s'agit de fournir des étiquettes pour les deux services Réactifs de l'EFS Bretagne, ces étiquettes sont à destination de produits qui ont fait l'objet d'un marquage CE et qui en conséquence ne peuvent pas faire l'objet d'une modification.

2.6. Forme du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (article R.2162-2 alinéa 2 et articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique).

L'accord-cadre est conclu comme suit :

- Avec seulement un maximum de 70 000€ HT sur toute sa durée (reconductions comprises) (article R.2162-4 2° du code de la commande publique).

Le Titulaire est engagé à concurrence des valeurs maximales.

2.7. Estimation du marché public

Le marché est estimé à 33 305,46€ HT sur 4 ans.

2.8. Durée du marché public

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification au titulaire pour une durée ferme de 12 mois.

A l'issue de la première période, le marché public est reconductible tacitement 3 fois pour une période de 12 mois, selon les dispositions du présent document.

Dans l'hypothèse où le RPA décide de ne pas reconduire le marché public, il en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard 3 mois avant l'échéance. Le Titulaire ne pourra renoncer à la reconduction notifiée par l'EFS.

Les différents délais d'exécution du marché sont précisés dans le présent document et dans l'offre du titulaire.

2.9. Langue d'exécution du marché public

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français).

2.10. Pièces constitutives du marché public

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement valant Cahier des Clauses Particulières (AE valant CCP) et ses annexes : annexe financière, annexe gestion de crise, le protocole de sécurité et les annexes techniques (couleurs ; logos) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures ; courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- La Proposition technique du Titulaire et ses annexes dont le PCA ;
- Les modifications du contrat intervenant en cours d'exécution.

Par dérogation à l'article 1 du CCAG FCS, le présent document ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions du présent document est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

2.11. Exécution du marché public

2.11.1. Développement durable

2.11.1.1. Obligations environnementales

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'EFS, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des fournitures objet du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Le Titulaire respecte également les obligations environnementales suivantes :

- la réduction des prélèvements des ressources ;
- la composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique ;
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

2.11.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande

2.11.2.1. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre
- La durée de validité du bon de commande
- La nature, les références et les quantités de Fournitures/Services concernées
- Le prix unitaire contractuel HT des Fournitures/Services
- Le montant total HT du bon de commande
- Le taux et le montant de la TVA
- Le lieu de livraison et la date de livraison/d'exécution souhaitée
- Eventuellement, les conditions particulières de livraison/d'exécution des Fournitures/Services.

2.11.2.2. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 3 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le délai d'exécution minimal des bons de commandes est de cinq (5) jours.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois (3) mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Lors du démarrage de l'utilisation d'une nouvelle Fourniture, le Titulaire s'engage à livrer, dans les quinze (15) jours à compter de la réception des bons de commande, la quantité de Fournitures définie par le RPA nécessaire à l'adaptation et à la validation des techniques de production.

2.11.3. Transport, livraison

2.11.3.1. Lieux de livraison des fournitures

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les Fournitures commandées doivent être livrées sur des sites métropolitains. Le Titulaire fait son affaire du choix d'un transitaire.

2.11.3.2. Transport des fournitures

Le transport des Fournitures jusqu'aux lieux de leur livraison et les opérations de déchargement s'effectuent aux frais et risques du Titulaire. Le transport est réalisé selon des modalités permettant le respect des conditions de conservation des Fournitures à livrer précisées dans l'offre du Titulaire.

La traçabilité de la chaîne de transport est de la responsabilité du Titulaire jusqu'au point de livraison du Titulaire.

Dans l'hypothèse où le Titulaire n'assure pas directement la livraison des Fournitures, il apporte la preuve qu'une police d'assurance garantissant la responsabilité civile du transporteur est applicable aux activités qui lui sont confiées.

L'EFS se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites dans l'offre du Titulaire ne seraient pas respectées.

2.11.3.3. Documents à fournir

2.11.3.3.1. Les bordereaux de livraisons

Les Fournitures livrées doivent être accompagnées d'un bordereau de livraison dont un double, directement accessible par l'agent de l'Etablissement réceptionnaire sans ouverture des colis, est conservé par le RPA. Chaque bordereau de livraison comporte au moins les mentions suivantes :

- Le nom de l'Etablissement destinataire ;
- L'identification du Titulaire ;
- Le numéro du marché public, le numéro et la date du bon de commande auquel correspond la livraison ;

- L'identification et les références des Fournitures objets de la livraison ;
- Les quantités livrées ;
- Le numéro de lot de production des Fournitures livrées ;
- Le nombre de colis et le poids total de la livraison ;
- La date d'expédition des colis ;
- Les conditions de transport et de conservation ;
- Eventuellement en cas de livraison incomplète, les quantités restantes à livrer et leurs délais.

Le RPA et le Titulaire conservent chacun un exemplaire du bordereau de livraison.

Les colis volumineux sont livrés sur palettes filmées. Toute palette utilisée aux fins de livraison est conforme aux normes européennes afférentes. Le Titulaire assure la reprise des palettes, si elles sont consignées, selon les modalités définies dans sa proposition.

Le Titulaire est déclaré responsable des Fournitures jusqu'à leur livraison sur le site de l'Etablissement. Les avaries, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du Titulaire.

La livraison est réputée effectuée lorsque les Fournitures ont été déchargées aux lieux et selon les conditions indiquées sur le bon de commande correspondant.

2.11.3.3.2. Les certificats de contrôle

Le Titulaire s'engage à ne livrer que des Fournitures dûment contrôlées, validées et libérées par ses soins conformément aux contrôles qualité qu'il a décrit dans sa Proposition.

2.11.3.4. Vérification et admission des fournitures

Sous réserve des stipulations du présent document, les opérations de vérification et d'admission des Fournitures se déroulent dans les conditions décrites aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

2.11.3.4.1. Vérification à la livraison sur la base du bordereau de transport

Lors de la livraison des Fournitures, une vérification immédiate est effectuée. La livraison est constatée par l'apposition, sur le bordereau de livraison, du cachet de l'Etablissement concerné, de la date et de la signature du représentant du RPA habilité à cet effet. Les réserves, qui seraient émises sur la nature des colis, les colis manquants, endommagés ou supplémentaires, sont inscrites sur le bordereau de transport. Le RPA notifie au transporteur, par tout moyen permettant de disposer d'une date certaine, les réserves précises, détaillées et complètes qu'appelle la livraison. Le RPA s'engage à transmettre la même information au Titulaire, qui fait son affaire du règlement du litige.

La RPA se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites dans l'offre technique ne seraient pas respectées.

L'absence de réserves permet au Titulaire d'établir les factures correspondant à la livraison.

2.11.3.4.2. Vérification quantitative et qualitative : le contenu des colis

Le RPA effectue, en vue de leur admission, les vérifications quantitatives et qualitatives des Fournitures livrées dans les conditions décrites ci-après.

La quantité doit être conforme à la commande. Dans le cas contraire, le Titulaire doit :

- Reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- Compléter la livraison dans les délais les plus brefs à concurrence de la quantité totale prévue à la commande.

2.11.3.4.3. Admission

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS, le RPA dispose d'un délai de 7 jours ouvrables à compter de la livraison pour notifier expressément au Titulaire, par tout moyen permettant de disposer d'une date certaine de décision d'admission, d'ajournement ou de rejet des Fournitures. Le silence gardé par le RPA vaut décision implicite d'admission. Sous réserve des stipulations figurant au présent document, les modalités d'ajournement ou de rejet sont celles décrites aux articles 30.2 et 30.4 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG FCS, la non-conformité documentée d'une Fourniture, découverte à l'occasion de son utilisation, et notamment consécutive à la baisse de ses performances, entraîne son rejet automatique après constat contradictoire des parties. Le Titulaire est responsable de l'ensemble des conséquences induites par la non-conformité avérée d'une Fourniture.

Par ailleurs, sur décision des autorités de tutelle compétentes, et en cas notamment de retrait d'un lot de production, le RPA se réserve également le droit de rejeter les Fournitures issues de ce lot qui lui auraient été livrées par le Titulaire avant la date de cette décision. Dans ce cas, le Titulaire procède à l'enlèvement desdites Fournitures.

Par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG FCS, la décision du RPA concernée, notifiée au Titulaire, fixe le délai dans lequel les Fournitures ajournées et rejetées doivent être enlevées.

Les frais de manutention et de transport entraînés par l'ajournement ou le rejet des Fournitures ainsi que toute nouvelle livraison à la demande expresse du RPA, sont supportés par le Titulaire.

2.11.3.4.4. Capacité du Titulaire à livrer de nouvelles quantités

Le Titulaire s'engage sur un délai qui lui est nécessaire pour fournir de nouveaux lots de Fournitures, en cas de retrait d'un de ses lots de production.

2.12. Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Fournitures non livrées.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondantes aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

2.12.1. Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le marché public à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA. Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de retard au regard des engagements pris à livrer des Fournitures ou après retrait ou refus d'un lot conformément au présent document, la pénalité suivante sera applicable :

En cas de retard par rapport aux délais d'exécution du marché public, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard par jour calendaire de 80€.

2.12.2. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire, sont par exemple considérés comme des manquements susceptibles d'entraîner l'application de cette pénalité :

- En cas de non-respect du nombre d'étiquettes commandées (respect de la quantité globale et respect du conditionnement demandé validé dans le BAT) : 60€ par manquement constaté et ce dès le premier manquement ;
- Non communication des documents exigés dans le marché (bon de livraison, BAT, etc.) : 60€ par document manquant ;
- Facturation non conforme (à compter de la 3^{ème} facture non conforme dans l'année) : 50€ par facture non conforme suivante jusqu'à la fin de l'année civile.
- En cas de manquement non précisé ci-dessus : une pénalité de 60€ sera appliquée par manquement constaté.

2.12.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros par jour de carence constaté.

2.13. Modifications du marché public

2.13.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale

- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

2.13.2. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

Par dérogation à l'article 25 du CCAG, il est également prévu la clause de réexamen en cas de :

- Evolution des étiquettes pour les services Réactifs. En effet, un projet est en cours afin d'harmoniser les étiquettes au sein de l'EFS pour tous les services réactifs, en conséquence ce projet peut entraîner une modification des stipulations techniques présentées dans le présent document.

Un avenant sera ainsi conclu afin de pouvoir modifier les stipulations techniques et le cas échéant si nécessaire les prix.

Aucun calendrier n'est encore défini pour ce projet.

2.13.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

2.13.4. Evolutions administratives

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence de Fournitures objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références de la Fournitures considérées, ou l'attribution d'une nouvelle référence à cette Fournitures dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

2.13.5. Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Fournitures objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Fournitures nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouvelles Fournitures, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima de Fournitures/services indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouvelles Fournitures dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

2.14. Défaillance du Titulaire

En cas de non livraison de la Fourniture, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

2.15. Règlement financier du marché

2.15.1. Contenu des prix

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires – BPU).

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux Fournitures.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Fournitures, ainsi que les frais de formation initiale à l'utilisation des Fournitures, tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l'emballage, à la

manutention, à l'assurance, au stockage, et au transport jusqu'aux lieux de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

2.15.2. Forme et évolution des prix

Les prix sont révisables annuellement à la date d'anniversaire du marché.

Concernant les prix révisables, la révision se fera à la hausse comme à la baisse sur la base de la formule suivante :

$$P = Po \times 20 + [80 \times [(98\% \times P1n/P1o) + (2\% \times P2n/P2o)]]$$

Po = Prix initial,

P1n et P2n = Valeur de l'indice en vigueur connu au mois de la révision,

P1o et P2o = Valeur de l'indice en vigueur, pour toutes les révisions, au moment de la date de la remise des offres.

P = Prix révisé.

Et par référence aux variations des deux indices spécifiés ci-dessous :

P1 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.29 – Autres articles en papier ou en carton, Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764129. Indice publié sur l'INSEE.

P2 : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 49.4 – Transport routier de fret et services de déménagement, Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766514. Indice publié sur l'INSEE.

Les indices figurant au dénominateur représentent les valeurs initiales et sont les indices connus à la date d'effet de l'accord-cadre.

Les indices figurant au numérateur représentent les valeurs finales, ce sont les derniers indices connus à la date de demande de révision.

NOTA : En cas d'arrêt ou de suppression de l'indice de prix, l'indice initial est automatiquement remplacé par l'indice figurant dans la table de concordance établie par l'organisme publiant l'indice ou par l'indice correspondant défini par ce même organisme. Faute de table de concordance ou d'indice correspondant, un nouvel indice est pris en compte et fait l'objet de la conclusion d'un avenant entre le Titulaire et l'EFS.

Arrondis

Lors de la mise en œuvre de la révision de prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le Titulaire s'engage à faire parvenir à l'Établissement Français du Sang, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif avec un préavis de 3 mois avant la date prévue pour l'application de la révision, le cachet de la poste faisant foi.

Les prix ne peuvent augmenter, au cours d'une même année, que de 2% maximum.

Dès lors que la variation du prix dépasse le pourcentage fixé, l'EFS se réserve le droit de résilier le marché sans que le Titulaire, par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, puisse prétendre à indemnité.

2.15.3. Offre de prix promotionnels

Les prix des fournitures, objet du présent marché public peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place par le Titulaire.

Le Titulaire adresse par mail le tarif promotionnel au RPA, dans les meilleurs délais. Il donne toutes précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles / prestations concernés.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché public, révisés le cas échéant dans les conditions figurant au marché public, sont ceux à nouveau en vigueur.

2.15.4. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10% *(que le titulaire soit une PME ou non)*.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

2.15.5. Modalités de facturation et de règlement

2.15.5.1. Facturation

Après exécution de chaque bon de commande, le Titulaire transmet au RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Fournitures livrées ;
- le montant hors TVA des Fournitures ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

2.15.5.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

2.15.6. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de 60 jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Fournitures, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Fournitures, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Fournitures ne sont pas admises ou si elles sont rejetées à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies dans le présent document, elles donnent lieu à un avoir.

Le RPA se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

2.15.7. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

2.15.8. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

2.15.9. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- La copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

2.16. Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

2.16.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa

prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;

- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

2.16.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

2.17. Responsabilité - Assurances

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours après demande de l'EFS au Titulaire.

2.18. Résiliation du marché public (articles L.2195-1 et suivants du code de la commande publique)

2.18.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

2.18.2. Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

2.18.3. Résiliation pour événements liés au marché

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure

Par dérogation aux articles 3.8.3 et 40.2 du CCAG FCS, le titulaire ne dispose pas de la faculté de demander la résiliation du marché pour ordre de service tardif.

2.19. Exécution aux frais et risques

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

2.20. Litiges

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

2.21. Obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale

Le Titulaire et ses éventuels sous-traitant(s) remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/fr>

PARTIE 3 - ACTE D'ENGAGEMENT (PARTIE A COMPLETER PAR LE CANDIDAT)

3.1. Cet acte d'engagement correspond :

1.

- ☐ à l'ensemble du marché public *(en cas de non allotissement)*.
- ☐ au lot n° ou aux lots n° du marché public *(en cas d'allotissement)*.
(Indiquer l'intitulé du ou des lots tel qu'il figure dans le règlement de la consultation ou le CCAP)
- ☐ à la totalité des lots *(en cas d'allotissement)*.

3.2. Engagement du soumissionnaire ou du groupement d'opérateurs économiques

3.2.1. Identification et engagement du soumissionnaire ou du groupement d'opérateurs économiques :

➤ *(Le soumissionnaire coche les cases correspondantes.)*

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public énumérées à l'article 2.10 du présent document et conformément à leurs clauses :

Le signataire

- ☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro **SIREN/SIRET**]*

- ☐ engage la société sur la base de son offre ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro **SIREN/SIRET**]*

- ☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro **SIREN/SIRET**.]*

3.2.2. Identification du (ou des) sous-traitant(s) :

En cas de présentation d'un ou de plusieurs sous-traitants, le soumissionnaire fournit à l'appui du présent acte d'engagement un DC4 pour chacun des sous-traitants.

3.2.3. Prix :

Le soumissionnaire s'engage sur la base de l'offre financière basée sur les prix indiqués dans l'annexe financière jointe au présent document (Bordereau de Prix Unitaires – BPU).

3.2.4. Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations :

(En cas de groupement d'opérateurs économiques.)

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est :

➤ ☐ conjoint OU ☐ solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

3.2.5. Compte (s) à créditer :

Le soumissionnaire remplit ci-dessous le nom de l'établissement bancaire et le numéro de compte complet, il agrafe ci-après un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal ; il vérifie que l'IBAN est clairement mentionné sur le document transmis.

Dans l'hypothèse de compte bancaire domicilié à l'étranger, le soumissionnaire transmet à l'EFS une domiciliation bancaire au format international SWIFT.

(En cas de groupement conjoint, joindre un d'identité bancaire ou postal pour chacun des membres du groupement)

■ Nom de l'établissement bancaire :

■ Numéro de compte :

3.2.6. Régime fiscal lié aux fournitures et services objet du marché public

(Le soumissionnaire obtient l'information auprès de son service comptable).

Le soumissionnaire a opté pour le régime des débits : ☐ oui ☐ non

Le soumissionnaire indique le taux de TVA applicable aux **fournitures/services** objets du marché publics :

Le soumissionnaire indique, le cas échéant, son numéro d'agrément de formation continue :

Le cotraitant a opté pour le régime des débits : ☐ oui ☐ non

Le cotraitant indique le taux de TVA applicable aux produits objets du marché :

Le cotraitant indique le cas échéant son numéro d'agrément de formation continue :

3.2.7. Avance (article R2191-5 CCP) :

Je renonce au bénéfice de l'avance :

☐ NON ☐ OUI

(Le soumissionnaire coche la case correspondante.)

3.2.8. Délai de validité de l'offre :

Le présent engagement me lie pour le délai de validité des offres indiqué dans le règlement de la consultation.

3.3. Signature du marché public par le soumissionnaire, candidat individuel, ou, en cas groupement d'opérateurs économiques, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

3.3.1. Signature du marché public par le candidat individuel :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

3.3.2. Signature du marché public en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant (article R.2142-24 CCP) :

(Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire).

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :

(Le soumissionnaire coche la case correspondante.)

➤ ☐ conjoint OU ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :

(Le soumissionnaire coche la (ou les) case(s) correspondante(s).)

☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur public et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)

☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;

(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)

☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :

(Les membres du groupement cochent la case correspondante.)

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur public et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;

☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Contact(s) du soumissionnaire (coordonnées des personnes chargées de la passation et de l'exécution du marché public : interlocuteur commercial, technique, qualité, administratif (facturation)) :

Nom, prénom et fonction	Coordonnées téléphonique (numéro fixe, mobile, fax) et électronique (mail)

3.4. Identification du (des) pouvoirs adjudicateurs

3.4.1. Désignation du pouvoir adjudicateur

Établissement Français du Sang Bretagne
Rue Pierre-Jean Gineste – CS 41146
35011 Rennes cedex

3.4.2. Nom, prénom, qualité du signataire du marché public :

Monsieur le Directeur de l'Établissement de Bretagne, Monsieur Bruno DANIC

3.4.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du CCP (nantissements ou cessions de créances) :

Monsieur le Directeur de l'Établissement de Bretagne, Monsieur Bruno DANIC

3.4.4. Représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché public et ordonnateur des paiements :

Monsieur Nicolas MAURAIS :

Établissement	Adresse postale	N° SIRET	Téléphone
Bretagne	Rue Jean-Pierre Gineste - BP 91614 35016 Rennes Cedex	42882285200045	02 99 54 42 22

3.4.5. Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire :

Pour l'EFS

Monsieur l'Agent comptable secondaire de l'établissement désigné ci-dessus
(adresse identique) : Monsieur Nicolas MAURAIS.

3.4.6. Imputation budgétaire :

Budget propre de l'EFS.

PARTIE 4 - DECISION DU (DES) POUVOIR(S) ADJUDICATEUR(S) (PARTIE A COMPLETER PAR L'EFS)

La présente offre est acceptée

☐ en ce qui concerne la totalité du marché public ou, en cas de marché alloti, la totalité des lots

☐ en ce qui concerne les lots ci-après seulement :
.....

(Indiquer les lots pour lesquels le candidat est retenu)

Elle est complétée par les annexes suivantes :

(L'acheteur coche la case correspondante.)

☐ Annexe n° ... Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (ou DC1)

☐ Annexe n° ... relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres (ou OUV6-

OUV7) ;

☐ Annexe n° ... relative à la mise au point du marché (ou OUV11) ;

☐ Autres annexes (À préciser) ;

A :, le

Signature

(Représentant du pouvoir adjudicateur habilité à signer le marché public)